DÉCRET

N.º 1261

DELA

CONVENTION NATIONALE,

Du 7.° jour de Germinal, an second de la République Française, une & indivisible,

Qui accorde Quatre millions six cent mille livres pour dépenses relatives aux orphelins des hospices abandonnés ou allaités par leur mère.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport de ses comités des secours publics & des finances, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de quatre millions six cent mille livres, pour sournir tant aux dépenses des orphelins qui sont à la charge des hospices d'humanité de la République, qu'aux indemnités accordées par la loi du 19 août 1793 (vieux style) aux citoyens qui sont demeurés chargés d'enfans abandonnés.

II.

Le ministre de l'intérieur prendra sur cette somme les secours décrétés par la loi du 28 juin 1793 (vieux style) en saveur des mères qui alaiteront leurs ensans, & qui se

FRC 10334 40:55

LIERARY >

fe conformer aux dispositions qui y sont prescrites.

TII.

La dépense relative à la maison des orphelins établie à Paris, demeure distraite de celles de l'hospice général, & sera prise sur la somme mise à la disposition du ministre par l'article I.er, sans que néanmoins il puisse y avoir aucune augmentation de dépense dans le régime administratif.

Visé par l'inspecteur. Signé AUGER.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 9 Germinal, an second de la République Française, une & indivisible. Signé TALLIEN, président; CH. POTTIER & PEYSSARD, secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en soi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la République. A Paris, le neuvième jour de Germinal, an second de la République Française, une & indivisible. Signé Dalbarade. Contresigné Gohier. Et scellée du sceau de la République.

Certifié conforme à l'original.

APARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

An II.º de la République.



